

# Yémen

- Les effets de la déscolarisation et l'impact psychologique du conflit vont laisser des traces bien après.
- L'ONG Save the Children privilégie les mesures de fond à l'urgence.
- Pour Lise Grande (Onu), il faut des accès continus aux endroits où arrive l'aide humanitaire.

## Les enfants, victimes de guerre à long terme

### Deux mille écoles ne sont plus adaptées pour donner cours

La situation humanitaire au Yémen continue de se détériorer en dépit de l'espoir qu'a suscité l'accord de Stockholm. Signé mi-décembre entre le gouvernement yéménite et les insurgés houthis, cet accord de trêve focalisée sur la ville portuaire de Hodeida (ouest) n'est que partiellement appliqué jusqu'ici. *"Cela va dans le bon sens mais ne change pas fondamentalement la donne. Le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire continue d'augmenter en raison de la guerre et de ses conséquences: les pénuries alimentaires, la famine, la malnutrition... Beaucoup de gens ont perdu leurs moyens de subsistance et ne sont plus capables de payer les denrées alimentaires car les prix ont explosé"*, explique Sylvia Ghaly, responsable du plaidoyer auprès de l'ONG britannique Save the Children, postée à Sanaa et de passage à Bruxelles.

Les Nations unies seront bientôt en mesure d'aider 12 millions de Yéménites, alors qu'ils sont 14 millions à avoir besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Et que 24 des 28 millions d'habitants ont besoin d'une forme d'assistance ou de protection.

Ce message urgent est martelé partout dans le monde avant la conférence des donateurs prévue le 26 mars prochain, date anniversaire du déclenchement (en 2015) de l'opération de la coalition militaire arabe menée par l'Arabie saoudite en appui aux autorités légitimes yéménites.

L'ONG estime que 85 000 enfants de moins de cinq ans sont probablement décédés de malnutrition ou de maladies liées à la malnutrition depuis le début du conflit en mars 2015. D'après les Nations unies, un demi-million d'enfants ont été forcés d'évacuer la province de Hodeida en huit mois, où se déroulaient ces derniers mois les combats les plus violents. Cela représente plus

de 2 000 enfants déplacés par jour depuis juin 2018.

#### "Une perte de temps"

Hodeida, un port stratégique de l'ouest du pays où parvenaient les neuf dixièmes des besoins alimentaires du pays avant la guerre, s'est retrouvé sur la ligne de front. *"Aujourd'hui, ce même pourcentage de tout ce qui est amené au Yémen arrive à Aden, le grand port du sud du pays, alors que 70 % de la population habite dans le nord du pays. Cela signifie qu'il y a une perte de temps de deux à trois semaines pour faire remonter l'aide humanitaire, en raison des lignes de front à passer, des autorisations à obtenir de la part des parties, sans compter les frais supplémentaires liés à la quinzaine de check points qu'il faut passer"*, affirme cette responsable de Save the Children, qui avec ses 700 employés représente la plus importante structure unifiée active au Yémen. L'organisation, qui travaille dans ce pays depuis 1963, prend en charge les besoins éducatifs ou sanitaires, assure la protection des droits de l'enfant et tente de désamorcer les effets psychologiques néfastes de la guerre, moins visibles mais tout aussi désastreux pour l'avenir des enfants.

Car, dans cette guerre qui dure depuis près de quatre ans, les effets de la déscolarisation et l'impact psychologique du conflit sur les enfants vont se marquer bien au-delà de la fin de la guerre. *"Même si la paix était signée demain, il faudrait cinq à dix ans pour résorber les séquelles. C'est toute une géné-*

*ration qui, en raison de ces traumatismes et troubles à plus long terme, risque de ne pas pouvoir mener une vie d'adulte responsable"*, insiste M. Ghaly.

#### Une génération perdue

Une chose lui apparaît aussi certaine, c'est qu'après quatre ans on ne peut plus traiter cette guerre comme une situation d'urgence. *"Il faut donc prendre des mesures de fond qui assurent par exemple la sécurité alimentaire des populations. Cela peut être à travers le développement de cultures de subsistance, comme les cultures maraichères. L'élevage de chèvres, que l'on promet dans d'autres pays mais pas encore au Yémen, et aussi une piste à suivre."*

Cette vision évoluant de l'urgence au développement est appliquée aussi au monde scolaire. *"Comme les professeurs ne sont plus payés, les journées d'école ne se composent en général que de deux à quatre heures de cours au quotidien, si école il y a"*, affirme Sylvia Ghaly. *"C'est pourquoi, en plus des cours scolaires que nous offrons afin de favoriser le retour des enfants dans les écoles, nous donnons aussi des primes afin d'encourager les professeurs à les poursuivre."*

Une véritable gageure dans un pays où, d'après les Nations unies, 2 000 écoles ne sont plus adaptées pour donner cours. Parmi celles-ci, 265 écoles ont été détruites par des bombardements et d'autres attaques, 1 520 écoles ont été endommagées, 167 abritent des déplacés internes et 23 sont occupées par des groupes armés, ainsi que le répertorie le rapport Humanitarian Needs Overview de l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha), publié jeudi dernier.

Quant aux hôpitaux et autres structures de santé, la moitié d'entre eux sont fonctionnels, mais 14 % ne le sont plus du tout et 35 % ne le sont que partiellement.

Vincent Braun

# “Il est important que nous ayons un accès continu aux ports”

Entretien Amélie Mouton  
Correspondante dans la Péninsule arabe

**L**ise Grande est coordinatrice des Nations unies pour les opérations humanitaires au Yémen, la plus importante crise jamais survenue sur ce plan. Nous l'avons interrogée sur l'évolution de la situation.

**L'automne dernier, l'Onu a annoncé devoir augmenter ses efforts pour aider 4 millions de Yéménites menacés par la famine, en plus des 8 millions qu'elle assistait déjà. Avez-vous réussi à atteindre cet objectif ?**

L'automne dernier, nous avons réalisé une évaluation dans les 333 districts du pays, qui a montré que 20 millions de Yéménites étaient en insécurité alimentaire. Nous travaillons avec une méthodologie qui permet d'évaluer la gravité de la famine à partir de catégories, cinq étant la pire. Pour l'instant, nous avons 238 000 personnes dans la catégorie 5, ce qui veut dire qu'ils vont mourir de faim si nous ne leur apportons pas de la nourriture. Cette situation concerne 45 districts des deux côtés de la ligne de front. Aujourd'hui, nous aidons 10 millions de personnes, et d'ici six semaines, nous apporterons notre aide à 12 millions de personnes. Cela fait du Yémen la plus importante opération humanitaire au monde.

**Avez-vous les ressources financières nécessaires pour mener une telle opération ?**

Le 26 février, à Genève, lors d'une conférence des donateurs, les Nations unies vont demander 4 milliards de dollars pour l'assistance humanitaire au Yémen. C'est le montant le plus important jamais demandé pour un pays. Si nous ne recevons pas ce montant, nous ne pourrions pas faire ce qui est nécessaire. Ce financement est absolument urgent.

**Combien de personnes sont-elles mortes de la famine ?**

C'est très difficile de répondre à cette question parce que nous manquons de données. Nous avons celles des centres de santé, mais beaucoup de personnes meurent chez elle, sans que nous le sachions. C'est pourquoi nous sommes très prudents lorsque nous communiquons sur la mortalité et la morbidité.

**Au Yémen, vous avez décidé de ne pas construire d'institutions parallèles pour gérer la crise, mais d'utiliser les ressources existantes. Pouvez-vous nous expliquer ?**

Oui, c'est la première fois que nous travaillons comme cela. Nous utilisons les institutions publiques, par exemple les

hôpitaux, plutôt que de construire de nouvelles structures. Cela évitera, lorsque la guerre sera finie, de passer par un pénible processus de réintégration. Nous le faisons avec l'aide de la Banque mondiale.

**Une des principales causes de la famine est la dévaluation de la monnaie locale. En réalité, ce n'est pas tant que la nourriture manque, mais que la population ne peut plus se permettre de l'acheter. Pouvez-vous agir sur un tel problème macroéconomique en tant que coordinatrice humanitaire ?**

Oui, nous travaillons avec les autorités responsables de la gestion monétaire et fiscale, notamment la banque centrale, pour essayer de contrôler l'inflation, les restrictions sur l'importation, les règles sur le crédit. Nous essayons de contribuer à remettre l'économie sur les rails.

**Vous l'avez souligné à plusieurs reprises, vous faites face à de nombreux obstacles sur le terrain...**

Pour pouvoir nourrir autant de personnes, il est important que nous ayons un accès continu aux ports par lesquels arrive la nourriture. Nous devons aussi bénéficier de bonnes conditions pour nous déplacer et distribuer la nourriture. Nous avons besoin de voitures et d'équipements de protection, d'enregistrer les bénéficiaires et de veiller à ce que la nourriture parvienne bien à ceux qui en ont besoin. Ce n'est pas que nous n'avons pas d'accès du tout, mais c'est très inconstant et nous devons négocier chaque jour. Le Yémen est l'un des environnements les plus difficiles et les plus complexes auquel j'ai eu à faire. Certains districts touchés par la famine sont en zone de combat. Nous avons aussi beaucoup de problèmes pour obtenir des visas. Avec pour conséquence, paradoxalement, que le nombre d'employés des Nations unies sur le terrain est très réduit (160 personnes) alors que c'est la plus importante opération humanitaire au monde.

**Quelle est la situation actuelle à Hodeïda ? Avez-vous observé des progrès depuis l'accord de cessez-le-feu résultant des premières négociations, en décembre, entre les deux parties au conflit ?**

Tout ce que je peux dire est que cette ville qui mourait reprend vie. On voit des commerces rouvrir, des enfants aller à l'école. C'est très fragile, cependant. Si le cessez-le-feu ne tient pas, alors, tout cela sera perdu.